

**Union européenne - Conseil
"Compétitivité" - Le corps
européen de solidarité: le Conseil
adopte un règlement - Communiqué
de presse du Conseil de l'Union
européenne
(Bruxelles, 27 septembre 2018)**

Le 27 septembre 2018, le Conseil a adopté un règlement concernant le corps européen de solidarité. Un accord en ce sens avait été dégagé avec le Parlement européen en juin. Le règlement établit un cadre juridique pour les jeunes qui voudraient se porter volontaires ou travailler dans le cadre de projets utiles dans toute l'Europe, sous les auspices du corps européen de solidarité.

Principaux éléments

Voici les principaux éléments du règlement:

Le corps européen de solidarité s'adresse aux jeunes âgés de 18 à 30 ans, des Etats membres de l'Union européenne, des pays en voie d'adhésion, des pays candidats et des candidats potentiels, des Etats membres de l'AELE qui sont parties à l'accord EEE, de la Confédération suisse ainsi que des pays qui sont couverts par la politique européenne de voisinage.

Un large éventail d'activités seront proposées, y compris du volontariat, des stages, des emplois et des projets de solidarité dirigés par des jeunes.

Il sera ainsi donné aux jeunes l'occasion de soutenir des organismes publics ou privés engagés dans le renforcement de la cohésion, de la solidarité et de la démocratie en Europe, en oeuvrant, par exemple, pour la lutte contre l'exclusion sociale ou la pauvreté ou dans le domaine de la santé ou de l'accueil et de l'intégration des réfugiés.

Cette initiative sera fondée sur les bonnes pratiques existantes, principalement inspirées du programme ERASMUS+ et du programme Jeunesse en action.

Il bénéficiera d'un budget global de 375 600 000 euros pour la période comprise entre 2018 et 2020.

Prochaines étapes

Le Conseil et le Parlement européen doivent à présent signer le règlement adopté. Le texte signé sera publié au Journal officiel de l'UE et entrera en vigueur le jour suivant celui de sa publication.

Contexte

Le corps européen de solidarité avait été annoncé par le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, lors de son discours annuel sur l'état de l'Union en septembre 2016. La première phase de l'initiative avait été lancée en décembre 2016, sans reposer sur un texte juridique. Ce nouveau règlement lance la deuxième phase, qui s'étendra de 2018 à 2020. Il consolide le corps européen de solidarité et prévoit un instrument de financement global unique. Le service volontaire européen (SVE) est, dans sa majeure partie, transféré du programme Erasmus vers la nouvelle initiative, qui bénéficie de fonds redéployés à partir d'autres domaines ainsi que d'un apport d'argent frais. (Le budget total est d'environ 375 millions d'euros pour trois ans). La Commission a entretemps proposé un autre programme pour la troisième phase (2021 à 2027) du corps européen de solidarité./.